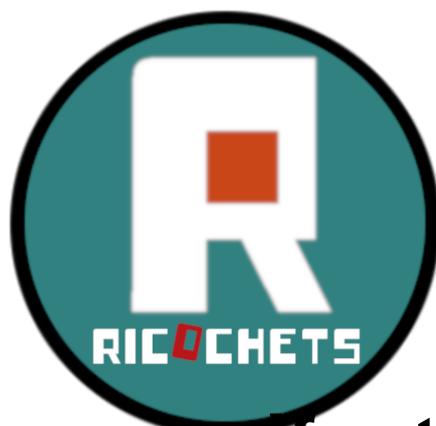


<https://ricochets.cc/Blocages-manifestations-et-greves-partout-plusieurs-appels-pour-les-semaines-a-venir.html>



Blocages, manifestations et grèves partout : plusieurs appels pour les semaines à venir

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 16 octobre 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

De nombreux secteurs appellent à la grève et aux blocages, pour étendre la grève et ses objectifs. Les étoiles semblent bien alignées pour la naissance d'un mouvement social.

► **[Blocages partout : plusieurs appels pour les semaines à venir](#)**

Cet article compile plusieurs appels à actions et à grève glanés sur internet, et notamment sur les fils Twitter de Cerveaux Non Disponibles.

Appel au blocus dans tous les lycées, blocage citoyen des dépôts pétroliers, appels à la grève, mobilisation féministe pour des vies dignes pour tou-te-s : les semaines qui viennent s'annoncent chaudes !

(...)

Pourquoi nous serons dans la rue à partir du 16 octobre - écrit par le Printemps du Care - Collectif Autonome Révoltes et Entraide

(...)

Appel au blocage citoyen des dépôts pétroliers - à partir du 17 octobre, en soutien à la grève !

(...)

Pour des vies dignes et des services publics solides et solidaires ! Appel de la coordination féministe

(...)

Appel au blocus dans tous les lycées

(...)

Pour nos salaires, le 18 octobre, EN GRÈVE PARTOUT et en Assemblées Générales de reconduction !

(...)

Communiqué intersyndical : Mobilisations et grèves le 18 octobre pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève

(...)

► **[Pour la Drôme, voici ce qui est annoncé pour l'instant](#)**



Blocages, manifestations et grèves partout : plusieurs appels pour les semaines à venir

Post-scriptum :

Qui sait, une fois en mouvement, les objectifs vont peut-être s'approfondir et viser les fondements du capitalisme au lieu de juste lui arracher des

améliorations temporaires ?

L'indécrottable optimiste Jacques Chastaing y croit :

VERS UN MAI 68 A LA PUISSANCE DIX

L'ambiance est à la grève générale.

Les journaux des milliardaires s'en inquiètent. Le renseignement territorial la craint. Certains hommes politiques l'évoquent. Et même l'inénarrable Laurent Berger y va de son petit mot : "ce n'est pas la grève générale qui va faire l'augmentation des salaires, c'est le dialogue social" ! Il marche clairement sur les traces de son prédécesseur à la tête de la CFDT, Edmond Maire, qui affirmait en avril 1968 : "la grève générale est un mythe".

Tous s'en effrayent parce qu'ils sentent bien l'inéluctabilité et ampleur du tsunami qui vient : oui, nous marchons vers un nouveau mai 68 et celui-là sera dix fois plus puissant.

Car c'est une vague mondiale. Une vague visible dans plus de 50 pays en 2018-2019 et notamment ici dans ces années-là avec les Gilets Jaunes, mais une vague commencée pour la France en 2016, voire avant ailleurs, suspendue un moment par le covid, et qui a repris de plus belle mais qui est passée d'une vague de luttes défensives à des luttes offensives à partir de cet été 2022. Ce qui signifie des luttes qui prennent vite un caractère politique même si elles démarrent sur un terrain économique, épousant et unifiant toutes les révoltes, féministes, anti-racistes, écologiques, traduisant le refus de l'exploitation exprimé par la grande démission ou le refus du système politique que dit l'abstention électorale, contestant la réforme des retraites, faisant chanceler le régime de Macron.... C'est une aspiration à une autre monde qui décrit aussi la situation française de cet automne.

Ce tournant offensif s'est vu d'abord en juillet 2022 au Sri Lanka, où les insurgés ont pris le palais présidentiel, chassé le président et se sont baignés dans sa piscine, se sont assis sur le siège du président et ont fait de sa collection de livres une bibliothèque publique. Puis en août, au Pakistan, pays fondé sur la religion et berceau des talibans, après que déjà le premier ministre ait été renversé par un soulèvement populaire un peu auparavant, une immense et massive chasse populaire aux talibans traversait le pays et continue encore aujourd'hui, les obligeant à se cacher, se terrer, tandis que des luttes ouvrières victorieuses traversent le pays. Évidemment, c'est loin, et nos médias n'en parlent pas. Mais on en a un écho avec le soulèvement en Iran voisin du Pakistan qui est de même nature et où les femmes veulent faire tomber la dictature religieuse et toutes les oppressions et sont rejointes par les ouvriers de la pétrochimie. Et puis encore le Bangladesh ou l'Indonésie où des millions et des millions de personnes descendent quotidiennement dans les rues depuis début août ou septembre contre les hausses de prix et cherchent à faire tomber les pouvoirs, de gauche ou de droite, tout en planifiant méthodiquement la construction de la grève générale, au moins pour l'Indonésie. Enfin l'Inde, d'où tout est parti avec le soulèvement paysan, et où la coordination qui anime ce vaste mouvement depuis fin 2020 touchant 600 millions de prolétaires des campagnes et des petites villes vient de choisir publiquement et largement en ce mois de septembre 2022 le chemin de la révolution pour faire tomber le capitalisme et le pouvoir d'extrême droite à la tête du pays.

Plus de deux milliards d'habitants de cette planète sont donc en pleine ébullition sociale et à l'attaque. Mais c'est aussi l'Amérique du sud qui connaît de multiples explosions sociales avec en conséquence pour le moment une vague électorale rose, sans oublier celle du nord avec Black Live Matters, le plus grand mouvement social de l'histoire des USA. Et puis l'Afrique également où les mouvements sont nombreux et ici en Europe, un tournant offensif qui se traduit non plus par la simple résistance du peuple ukrainien mais par son offensive, les reculs de la machine militaire russe et en ligne de mire, ce qui paraissait impensable hier, pourquoi pas le soulèvement du peuple russe et la chute du dictateur Poutine. Et puis encore, la vague de grèves en Grande-Bretagne commencée en juin et qui ne cesse de s'amplifier avec des conservateurs impuissants et une nouvelle crise politique qui pointe, où bien les enseignants des pays de l'Est en lutte, dont les hongrois qui osent défier Orban et de sa suppression du droit de grève.

C'est à cette aune qu'il faut mesurer le passage du défensif à l'offensif aujourd'hui en France.

Macron a cherché à composer puis a voulu jouer les fiers à bras face à la grève et a réquisitionné 4

raffineurs en grève et pour le moment, n'ose pas aller plus loin, ne sachant plus quoi faire. Car s'il a intimidé des individus, il a surtout mis de l'huile sur le feu et récolté la colère de tous, le démarrage de la grève à la raffinerie de Donges et l'appel de la CGT, Solidaires, FO, FSU et les organisations de jeunesse à une journée de grève interprofessionnelle le 18 octobre en même temps que la rupture avec leur politique de dialogue social. Un politicien de droite insulte les grévistes, il récolte trois jours de blocage des bateaux de carburants par les dockers dans le port de Marseille. Le vent tourne et la peur change de camp.

Voilà ce qui est déterminant, c'est cet état d'esprit offensif qui grandit et commence à donner le ton à la vague de grèves actuelles. En 1968, les lycéens et étudiants de la nuit des barricades du 10 au 11 mai, en tenant tête aux CRS voire en les faisant fuir, ont fait basculer un mouvement de quelques milliers de jeunes à une grève générale. La CGT, parce qu'elle sentait la situation lui échapper, comme aujourd'hui, alors qu'elle disait il y a quelques jours à peine qu'elle ne ferait rien, juste participer aux concertations gouvernementales pour démolir les retraites, avait appelé à l'époque à une journée de grève interprofessionnelle le 13 mai 1968 pour tenter de reprendre les choses en main, ce qui déclencha à sa suite et bien malgré elle, le démarrage de grèves dans une grande entreprise, puis deux, trois et enfin toutes.

Aujourd'hui c'est la colère et la détermination face aux réquisitions (alors que Sarkozy avait pu les mener à bien en 2010), qui joue à sa manière le rôle entraînant de la nuit des barricades.

Les 16 de la Nupes et 18 octobre des syndicats joueront-ils le même rôle que le 13 mai 1968 ? C'est bien possible. On va le voir rapidement.

En tous cas de plus en plus de secteurs professionnels appellent d'ores et déjà à continuer la grève après le 18 octobre.

Ce sont plusieurs secteurs de cheminots : Lyon, Montpellier, Paris Rive Gauche, Paris Nord, Nantes, Chambéry, Normandie, PACA, Limoges, Bordeaux, Paris Sud Est, Metz-Nancy, Strasbourg, Paris Saint Lazare, Paris Montparnasse, Châtillon, Trappes, Versailles, Brétigny, Caen, PACA... Plusieurs dépôts de bus RATP et un syndicat du métro, les ports et docks, les maisons de champagne, GRDF au moins les 20 et 25 octobre, Amazon, certaines régions de la Carsat, la CAF et les organismes sociaux, des Aides à domicile, des Mutuelles, Pôle Emploi déjà en grève reconductible en Ile de France, l'ensemble des transports et de la logistique par FO du 17 au 23. Et le 18 octobre, à la fin de nombreuses manifestations, comme dans quasi tous les secteurs professionnels, il y a des appels à des Assemblées Générales pour poser la question de reconduire la grève à partir du 19, à commencer bien sûr par les raffineries et les centrales nucléaires dont neuf sont déjà en grève.

Et le mouvement de grève actuel tient bon.

Chez Total, le mouvement a été reconduit sur les 5 raffineries en grève, tandis que plusieurs dépôts sont toujours en grève. La raffinerie Pétro-Ineos de Lavéra qui n'était pas en grève s'y mettra et arrêtera les expéditions le 18. Les deux raffineries Esso-ExxonMobil ont suspendu la grève. Le redémarrage va prendre au minimum deux semaines et ils seront à nouveau en grève mardi 18.

Le dépôt portuaire de la CIM du Havre et de FLUXEL à Fos, les deux plus gros points d'entrée de produits pétroliers de la France avec le dépôt Total de Dunkerque déjà en grève, viennent d'arrêter toute expédition y compris en direction des raffineries ExxonMobil qui ont repris, et ceci de manière reconductible tandis que les dockers de Marseille refusent de décharger le carburant durant trois jours, au moins. Ce qui fait que plus de 40% des stations service sont en pénurie totale ou partielle de carburant, avec des des pointes à 60% dans certains régions et des lieux totalement sans essence, un chiffre jamais atteint dans les grandes grèves des raffineurs de 2010 et 2016, et les chiffres minimisés et bidons du gouvernement en panique ne trompent plus face à la réalité.

A cela il faut ajouter de nombreuses grèves ou débrayages pour les salaires, y compris dans de grandes entreprises comme PSA ou Safran et souvent victorieuses comme chez Dassault Falcon témoignant de la peur qui monte chez les possédants, ou encore des grèves qui viennent se greffer sur ce mouvement général qui, du coup, pourraient prendre plus d'ampleur comme celle des lycées professionnels, et puis encore celles, **significatives de l'esprit du moment actuel parce que rarissimes, par exemple sur le site de la Direction Générale de l'Armement près de Rennes.**

Bien sûr, il y a les vacances scolaires de la Toussaint et il y aura bien d'autres obstacles, mais ce qui est sûr, c'est qu'un processus est enclenché et que rien de l'arrêtera.

Jacques Chastaing, 16 octobre 2022

GREVE DES RAFFINERIES : C'EST LE MOMENT DE FAIRE CONVERGER TOUTES LES LUTTES

La grève dans les raffineries, trois sites de Total et deux de ExxonMobil, plus un certain ombre de dépôts pétroliers et d'autres en arrêt pour raisons techniques, débutée il y a 15 et 20 jours suivant les sites, commence à avoir un impact important sur l'économie avec plus de 20% des stations service impactées (selon le gouvernement), 40% dans certaines régions et beaucoup plus dans la réalité selon les témoignages locaux. Mais c'est toute l'économie qui va être touchée d'ici peu avec notamment les transports.

Les enjeux politiques de la grève et de la pénurie d'essence qu'elle entraîne sont encore bien plus importants. Les pénuries d'essence peuvent très rapidement changer le climat social dans le pays et être le déclic qui peut décider beaucoup d'autres travailleurs à entrer à leur tour en lutte. Il y a en effet déjà beaucoup de grèves pour les salaires, contre la hausse des prix. En même temps, la menace du gouvernement de s'attaquer aux retraites rend l'ambiance encore un peu plus électrique. C'est pourquoi la perception de l'ampleur de la pénurie est un enjeu important de la situation. Cette perception est celle de la force de la grève et des travailleurs, c'est-à-dire de la prise de conscience par les travailleurs du basculement actuel progressif des rapports de force globaux en faveur de la classe ouvrière. Cette prise de conscience - ce facteur subjectif - peut alors être elle-même un facteur déclenchant de nouvelles luttes. **C'est pourquoi le gouvernement essaie de minimiser à toute force la perception de l'ampleur des stations à sec ou en pénurie partielle tout en prenant des mesures immédiates d'autorisation à rouler des camions citernes le 9 octobre, de déblocage de stocks stratégiques et d'achat d'essence à l'étranger pour tenter de ralentir dans les jours qui viennent cette prise de conscience. Tout peut basculer très rapidement.**

Les salariés d'une grande entreprise qui entreraient en grève la semaine qui vient et on peut basculer dans le processus de mai 68. On n'en est peut-être pas là mais en même temps on n'en a jamais été aussi proches depuis longtemps. Nul ne peut dire comment vont réagir les travailleurs de PSA qui multiplient les débrayages pour les salaires dans toutes les usines du groupe depuis 15 jours. Et que vont décider les électriciens et gaziers qui mènent des luttes dispersées depuis des mois et des mois aussi pour les salaires mais qui ces derniers jours ont pu mesurer combien ils étaient nombreux à être mobilisés avec des grèves dans la majeure partie des centrales nucléaires et une journée nationale de grève le 6 octobre particulièrement réussie ? Lorsque les travailleurs en grève contre les licenciements chez Camaïeu ont forcé il y a quelques jours les entrées du siège de l'entreprise pour l'occuper, ça a été un soutien massif et immédiat sur les réseaux sociaux. Jamais la participation à la grève dans le groupe Carrefour n'a atteint un tel niveau ces derniers jours, avec 120 magasins en grève, et c'est la même chose dans la grande majorité des grèves ces derniers temps, avec des foyer potentiels de départ de feu et d'extension chez Arkéma, Dassault, Lactalis, Air France, dans la petite enfance, chez les chauffeurs de bus, les éboueurs et bien d'autres. Lors de la journée d'action syndicale du 29 septembre, il n'y avait que 250 000 manifestants mais 1 million de grévistes. C'est-à-dire que si les travailleurs ne répondent plus guère aux appels à des journées d'action sans suite ni plan de lutte, ils sont nombreux à vouloir dire leur colère ensemble.

Or, cette perspective d'une grève des raffineurs pourrait non seulement faire traînée de poudre dans d'autres grandes entreprises françaises, avec la possibilité d'une généralisation des luttes pour des augmentations de salaires mais s'adosse aussi à une colère encore plus large contre la nouvelle réforme des retraites et le report de l'âge de départ à 65 ans qui liquiderait de fait le droit à la retraite pour la majorité. Près de 70% des français sont hostiles à une réforme des retraites telle que l'envisage Macron et telle que les directions syndicales ont accepté de la négocier en participant aux négociations gouvernementales et en annonçant en même temps qu'elles ne mèneraient aucune mobilisation de rue.

La grève des raffineurs remet en cause tout l'équilibre actuel et le plan de recentrage du gouvernement vers le « dialogue social » associant les directions syndicales pour tenter de faire passer sa réforme des retraites. D'autant que cette lutte que la fédération CGT chimie appelle à soutenir partout dans le pays le 11 octobre,

se rapproche dangereusement pour le pouvoir, des journées des 16 octobre de la Nupes contre la vie chère et de la grève du 18 octobre des cheminots et celle peut-être illimitée des lycées professionnels contre leur liquidation qui pourraient contribuer à agréger toutes ces luttes.

C'est pourquoi Macron s'est senti obligé d'intervenir depuis Prague pour calmer les choses. Dans le même sens, le gouvernement a changé de ton en demandant aux directions pétrolières qui jusque là faisaient office de rempart pour l'ensemble du patronat français en refusant de négocier, de faire au contraire des efforts et d'entendre les exigences des salariés au moins en partie et de négocier. En même temps les autorités font taire les voix qui se font entendre pour exiger la réquisition des grévistes et demandent parallèlement aux directions syndicales de négocier au rabais, en deçà des 10% que demandent les grévistes de Total.

Ces signes de faiblesse ne signifient pas que demain le gouvernement n'essaiera pas la manière forte en envoyant les CRS comme il l'a déjà fait en 2010 et 2016 contre les précédentes grèves de raffineurs, après les avoir isolés.

Mais nous ne sommes plus en 2010 et 2016, le climat général est plus explosif. Cela signifie, en tous cas pour les jours qui viennent, qu'il est possible pour les grévistes en tenant bon, en montrant sa détermination et en étant soutenu par la population, de faire reculer le gouvernement, d'obtenir des concessions importantes et pourquoi pas un début d'indexation des salaires sur les prix. Un tel succès même modeste, ne peut qu'encourager tous les travailleurs à poser eux aussi leurs exigences pour nous mettre tous en meilleure position pour la défense des retraites en montant une marche de plus pour tous nous faire passer d'un mode défensif à un mode offensif.

C'est avec de telles expériences que les salariés peuvent entrer en grève générale, parce qu'ils ont besoin pour cela de ce climat social général offensif et plus seulement défensif. Lorsque les luttes contre les régressions immédiates sur les salaires peuvent s'agréger à la lutte contre la régression future générale et large des retraites, peut se créer une dynamique générale qui dise ouvertement dans la lutte ce qui se disait déjà silencieusement dans l'abstention électorale, dans la grande démission, dans l'envie de s'en prendre à l'assistanat des puissants plutôt qu'à celui, raciste ou nationaliste, de ses semblables. L'objectif de l'organisation des gens par eux-mêmes et pour eux-mêmes, comme le mouvement ouvrier l'avait mis en oeuvre à partir de la moitié du XIXe siècle pour l'expropriation du grand patronat parasite, peut alors reprendre vie, ainsi que les organisations et les militants qui s'en donnent le but comme ils avaient germé en foule en 1968.

Voilà ce qui se joue aujourd'hui en France, autour de la grève des raffineurs, mais aussi en Grande-Bretagne et bien ailleurs parallèlement dans le monde au travers de nombreuses autres expériences. Alors posons partout où nous le pouvons la question de la grève dans nos entreprises, services, bureaux ou écoles et soutenons de toutes nos forces la grève des raffineurs.

Jacques Chastaing 09/10/2022